

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Cité administrative  
Bâtiment A  
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VEYRET REGIS**

4335 Route d'Alsace  
24200 Marcillac-Saint-Quentin

Références : DiPa/UbD24-47/028/2026  
Code AIOT : 0005202897

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement VEYRET REGIS implanté Le Boulet, Plaine de Cérou 1773 Route de Borrèze 24590 Borrèze. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a principalement porté sur l'examen des suites données aux observations de la précédente visite en présence de la DREAL, l'OFB, la DDT, les élus communaux (Paulin et Borrèze), la Chambre d'Agriculture de Dordogne, des agriculteurs et le SMDMCA suite au comblement progressif du lit de la Borrèze et de certains ouvrages de franchissement, nuisant ainsi au libre écoulement des eaux de ruissellement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEYRET REGIS
- Le Boulet, Plaine de Cérou 1773 Route de Borrèze 24590 Borrèze
- Code AIOT : 0005202897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur la commune de Borrèze par arrêté préfectoral n°2014155-0008 du 4 juin 2014.

M. Régis VEYRET a été autorisé à exploiter une carrière sur une surface approximative de 10 ha 77 a dont 8 ha 88 voués à l'extraction et à exploiter une installation de traitement de matériaux d'une puissance de 160 kW.

Cette dernière autorisation est accordée pour une durée de 30 ans. La production maximale annuelle autorisée est de 140 000 tonnes. Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert par abattage à l'explosif après décapage des terres de découverte. Les matériaux extraits sont repris à la pelle ou au chargeur pour être concassés, criblés sur l'installation de traitement des matériaux, stockés et chargés dans les camions de transport.

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Aménagement t préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Bruits	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 10.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit préciser les actions correctives qu'il compte mettre en place pour lever les écarts constatés. Il est attendu dans le même délai une réponse circonstanciée aux remarques émises. Pour chaque engagement il est demandé de préciser l'échéance de réalisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b>  La production annuelle maximale de matériaux valorisables à extraire et à traiter, sur le présent site, est fixée à 140 000 tonnes.
<b>Constats :</b>  L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet (GEREP).  L'activité 2024 n'a pas été déclarée dans Gerep et le compte n'a pas été actualisé depuis 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit déclarer les productions des années 2023 et 2024. L'activité 2025 doit être déclarée dans Gerep avant le 31 mars 2026. Un mois à compter de la réception du rapport, l'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous forme de tableau, les éléments suivants : Année 2023, 2024: - quantité restante et accessible de gisement autorisée, - quantité annuelle de stériles générée, - quantité de produits finis expédiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Aménagement préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du public
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place, sur la voie d'accès au site, en bordure de la R.D. 62, des panneaux indiquant , en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « sortie de carrière » doivent être implantés aux endroits appropriés notamment, de part et d'autre, sur la R.D. 62.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les panneaux d'affichage et la signalisation concernant les règles de sécurité sont peu / pas visibles.</p> <p>Au regard du constat réalisé, l'inspection propose à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant d'installer un panneau d'affichage à l'entrée du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est nécessaire d'installer un panneau d'affichage à l'entrée du site. A minima, il indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les règles de circulation pour les poids lourds et les véhicules légers, ainsi que les consignes de sécurité,</li> <li>• en caractères apparents, l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li> </ul> <p>Une photo du panneau d'affichage sera transmise à l'inspection un mois à compter de la réception du rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.4
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un réseau de dérivation, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone d'exploitation et la voirie publique, doit être mise en place en périphérie de ces zones. La plateforme à l'entrée du site doit être remodelée dans la mesure du possible afin de favoriser l'écoulement des eaux pluviales de ruissellement vers le bassin de décantation cité à l'article 8.3 et vers un point bas de la carrière.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté que le fossé longeant le RD62 contenait des eaux blanches et était tapissé de sédiments fins blancs.</p> <p>La plate-forme qui se trouve à l'entrée du site a été modifiée. L'aire étanche des engins de chantier, le séparateur d'hydrocarbure et le bassin de décantation des eaux de ruissellement avant rejet ne sont pas encore achevés</p> <p>Au regard des constats réalisés, l'inspection propose à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place une aire étanche.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité doivent être réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbure. Les fossés sur la piste doivent être réalisés afin de diriger les eaux pluviales vers le bassin d'infiltration / décantation à créer sur la partie basse du site. Afin que seule une faible partie des eaux météoriques s'abattant sur les surfaces d'extraction rejoigne le milieu naturel, à savoir le fossé longeant la RD62.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Garanties Financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties Financières
<b>Prescription contrôlée :</b>

Dès la mise en place des aménagements du site visés au présent article permettant la mise en activité de la carrière, l'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.
<b>Constats :</b>  Les garanties financières sont à jour. Attestation valable jusqu'au 31/05/2029.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Bruits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2014, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la mise en activité de la carrière puis, au moins tous les trois ans, l'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les dernières mesures de bruit ont plus de 3 ans. Au regard des constats réalisés, l'inspection propose à Madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure des émissions sonores.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une nouvelle mesure des émissions sonores de la carrière doit être programmée dans les meilleurs délais. Les résultats et l'interprétation de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations dans les 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois